



Jusqu'où la réduction des primes de risque peut-elle aller en Europe ?

L'UE peut enfin débloquer les 750 Mrds. du plan de relance. Contraction probable du PIB au T4. La BCE va accroître ses programmes de soutien. La baisse des primes de risque atteint ses limites. Retour des risques sur les marchés.

Points-clés

- Fin du 1^{er} suspense : l'Union européenne va enfin pouvoir distribuer les 750 milliards du plan Covid
- Fin du 2^{ème} suspense : le Brexit sera effectif avec ou sans un accord au 31 décembre 2020
- Le rebond du PIB sera suivi d'une contraction probable au 4^{ème} trimestre
- Croissance attendue du PIB de +4.5% en 2021
- La BCE reste expansionniste et se veut rassurante
- Jusqu'où la réduction des primes de risque peut-elle aller en zone euro ?
- La force de l'euro le replace dans la bande de fluctuation 1.20-1.30
- Retour des risques à court terme pour les actions européennes

Fin du 1^{er} suspense : l'Union européenne va enfin pouvoir distribuer les 750 milliards du plan Covid

Les 27 membres de l'Union européenne avaient adopté en juillet 2020 un plan de relance massif de 750 milliards d'euros visant à contrer les effets de la crise sanitaire sur les économies des pays de l'Union, mais les vetos de la Pologne et de la Hongrie avaient rapidement bloqué la mise en œuvre de ce plan de relance pourtant indispensable. Le sommet de Bruxelles du 10 décembre a enfin permis de lever ces deux vetos grâce aux efforts de la chancelière allemande qui assurait encore pour quelques jours seulement la présidence de l'UE. Il aura malheureusement fallu attendre près de six mois pour

débloquer la situation et pouvoir commencer à soutenir les pays et les économies les plus touchées par la crise sanitaire. Le plan de relance baptisé « Next Generation EU » devait enfin permettre à la Commission européenne d'emprunter 750 milliards d'euros sur les marchés financiers pour le compte des Etats membres. Ce plan devait assurer le financement de la reconstruction des économies européennes touchées par la crise du Covid-19 en préparant l'économie européenne aux défis du 21^{ème} siècle. Rappelons qu'il s'agissait d'un plan comprenant un volet de subventions (312 Mrds.) et un autre volet de prêts traditionnels (360 Mrds.). Environ 78 autres milliards étaient destinés au budget européen (2021-2027) et aux programmes React-EU, Fonds de transition juste et Horizon Europe. L'essentiel des fonds devaient être distribués en 2021 et 2022. L'Italie (65.5 Mrds.) et l'Espagne (59.2 Mrds.) étant les principaux bénéficiaires du plan, devant la France (37.4 Mrds.) et la Pologne (23.1 Mrds.). La Pologne et la Hongrie avaient toutes deux refusé les conditions d'octroi de fonds de soutien qui avaient été convenues et qui concernaient en particulier le respect des règles de l'Etat de droit ainsi que des garanties en matière de corruption et d'indépendance de la justice. L'accord des 27 semble donc acquis, mais il faudra encore attendre la ratification de ce texte par le Parlement européen et les parlements de chaque Etat membre. Pas sûr que l'incertitude soit donc totalement levée, dans le meilleur des cas, ce n'est qu'à partir du milieu de l'année prochaine que les fonds seraient débloqués. D'ici là, la Pologne et la Hongrie peuvent encore décider de contester cet accord devant la Cour de justice européenne. L'Union européenne risque donc bien de devoir trouver un autre stratagème pour contrer les recours qui ne manqueront pas d'être déposés en janvier par ces deux pays et qui pourraient retarder jusqu'en 2022 voire 2023 l'application de ce dispositif.